

Accusé de réception en préfecture
062-344077672-20251212-18068-DE-1-1
Date de télétransmission : 29/12/2025
Date de réception préfecture : 29/12/2025

Acte certifié exécutoire

Bruno FONTALIRAND

Directeur général



Pas de Calais Habitat

4, avenue des Droits de l'Homme
CS209 – ARRAS 62022 Cedex



PAS DE CALAIS HABITAT **Office Public de l'Habitat**

DECISION EXTRAITE DU PROCES VERBAL DE LA REUNION DU BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SEANCE DU 12 DÉCEMBRE 2025

Président : Monsieur COTTIGNY

Présents : Monsieur COTTIGNY, Monsieur LEROY, Madame DUHEN, Monsieur MALFAIT, Madame ROSSIGNOL.

Excusés : Madame AIT-CHIKHEBBIH qui a donné pouvoir à Monsieur COTTIGNY, Monsieur MELLICK qui a donné pouvoir à Monsieur COTTIGNY.

Convention de financement 2025 "solutions logement pour les jeunes primo-locataires" de moins de 30 ans entre Pas-de-Calais habitat et le Département du Pas-de-Calais

Direction des politiques locatives
Rapporteur : Mme [REDACTED]

I - LE CONTEXTE

La solution « 1 Jeune 1 Logement » est soutenue par le Département depuis 2015.

Cette opération a été engagée car l'offre des bailleurs sociaux ne correspondait pas aux attentes des jeunes primo-locataires.

Les jeunes recherchaient, et recherchent toujours, aujourd'hui, un loyer accessible, une offre rapidement accessible et des démarches administratives simplifiées.

Depuis 2015, la convention est renouvelée chaque année, et depuis 2018, une convention est mise en place pour les jeunes ayant eu un parcours d'Aide Sociale à l'Enfance. (cf la convention " solution logement pour les jeunes en situation de précarité".)

Le 13 mars dernier, les administrateurs de la "Commission Qualité de Vie et Accompagnement Social" ont donné un avis favorable aux propositions d'évolution du dispositif "1 Jeune 1 Logement".

Dans la continuité, des échanges ont donc eu lieu entre les collaborateurs de l'Office et ceux du Département.

La validation tardive de la présente convention découle de l'envoi au début du mois d'octobre du document par les services du Département.

II - LES PRINCIPES

En écho à la réflexion du Conseil départemental sur l'accès des jeunes de 18 à 30 ans à leur premier logement, Pas-de-Calais habitat a imaginé des réponses dédiées.

La réussite de la prise d'autonomie étant multifactorielle, nous avons pensé la globalité des problématiques et apporter des solutions spécifiques.

Pour faciliter ce changement de vie, le dispositif Solutions Jeunes propose :

- Dès le début de la démarche, les futurs locataires sont suivis et orientés. Ils sont contactés et accompagnés durant tout le processus.
- Un loyer minoré : durant les trois premiers mois du bail, le loyer hors charges est minoré de 50%. Cela permet aux jeunes locataires d'amortir, sans risque d'impayé, les coûts liés à leur arrivée dans le logement (déménagement, ouvertures de compteur,...),
- Une fois installés, ils reçoivent la visite d'une conseillère sociale le mois suivant leur arrivée afin de s'assurer du bon déroulement de leur emménagement. Ils peuvent évoquer d'éventuelles problématiques de gestion de budget et ainsi anticiper une situation sociale délicate.
- Un suivi personnalisé est également assuré régulièrement. Il permet à Pas-de-Calais habitat d'activer le réseau de partenaires de son écosystème social pour obtenir des aides et des conseils auprès des organismes concernés.
- Au 3eme mois de l'arrivée dans le logement a lieu la visite de courtoisie junior. Elle consiste en un rendez-vous au domicile des locataires pour échanger sur leur installation, leur vie dans la résidence et tous les éléments liés à leur quotidien.

III - LA CONVENTION DE FINANCEMENT

La présente convention s'applique sur la période du 01/01/2025 au 31/12/2025 inclus.

Pour la durée de la convention le coût total de l'opération est estimé à un

montant maximum de 30000 €.

Au vu des éléments proposés et après en avoir délibéré, les membres du Bureau:

- ✓ autorisent le Directeur général ou toute autre personne habilitée, à signer la convention de financement "Solutions logement" 2025 pour les jeunes primo-locataires de moins de 30 ans.

Décision adoptée à l'unanimité

Pôle Solidarités

Direction des Politiques d'Inclusion Durable



CONVENTION

N° 2025-01617

Objet : Définition du partenariat entre le Département et Pas-de-Calais Habitat – « Des solutions logements pour les jeunes primo-locataires »

Entre le Département du Pas-de-Calais, dont le siège est en l'Hôtel du Département rue Ferdinand Buisson 62018 Arras Cedex 9, représenté par son Président, **Jean-Claude LEROY**, dûment autorisé par délibération de la Commission Permanente en date du 16 juin 2025.

ci-après désigné par « le Département »

d'une part,

Et

Pas-de-Calais Habitat, Office Public de l'Habitat du Pas-de-Calais » dont le siège social se situe 4 avenue des Droits de l'Homme 62000 ARRAS, identifié(e) au répertoire SIRET sous le n° 344 077 672 00022 représenté par M. Bruno FONTALIRAND, agissant en qualité de Directeur général, dûment autorisé,

ci-après désigné par « l'organisme »

d'autre part.

Vu : le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

Vu : le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu : la délibération du Conseil départemental réuni le 15/04/2024, relative à la convention du « Pacte départemental des solidarités » 2024/2027, initié par l'Etat ;

Vu : le Pacte des Solidarités humaines 2022-2027 adopté par le Conseil départemental le 12 décembre 2022 ;

Vu : le schéma Départemental inclusion 2023-2027 : « Garantir l'inclusion sociale, professionnelle et l'accès au logement des habitants du Pas-de-Calais », adopté par le Conseil départemental le 25 septembre 2023 ;

Vu : la délibération de la Commission Permanente réunie le 16 juin 2025 ;

Il a été convenu ce qui suit,

Préambule

La loi positionne le Département comme chef de file des solidarités. Ce rôle impose aujourd'hui de se donner les moyens de répondre aux besoins de toutes et tous, quelles que soient les situations. Grâce à plusieurs leviers d'intervention, le Département se mobilise et soutient toutes celles et ceux pour qui l'incertitude ne peut rester une fatalité.

Le Pacte des Solidarités humaines. Adopté par le Conseil départemental le 12 décembre 2022, il est l'un des volets constitutifs du projet départemental pour la période 2022-2027. Il fixe les grandes orientations et prend des engagements dans le cadre de la politique d'accès au logement, à l'emploi et à celle relative à l'action sociale de proximité. A travers 16 ambitions, le Pacte des Solidarités humaines pose les axes d'une politique forte visant à faire reconnaître la place de chacun dans la société, à aider à faire face aux difficultés rencontrées par les habitants, à veiller à la qualité de l'offre d'accueil et d'accompagnement, et à fédérer les acteurs pour développer les solidarités.

Le schéma « garantir l'inclusion sociale, professionnelle et l'accès au logement des habitants du Pas-de-Calais » 2023-2027. Adopté par le Conseil départemental le 25 septembre 2023, il est la déclinaison opérationnelle du Pacte des solidarités humaines et des différents travaux déjà engagés ces 2 dernières années. Il reprend les modalités du programme départemental pour l'insertion et du Pacte territorial pour l'insertion.

Le PDALHPD, à travers lequel le Département soutient massivement l'accès et le maintien dans le logement des publics cibles et combat la précarité énergétique grâce notamment à un Fonds Solidarité Logement axé sur la dimension préventive.

Le Logement d'abord, mis en œuvre de manière accélérée depuis 2018. Le Département s'y est engagé pour accompagner les ménages rencontrant les parcours « logement » les plus complexes grâce notamment, à la constitution de plateformes territoriales.

Le Pacte Départemental des solidarités initié par l'État. En vigueur au 1^{er} janvier 2024, son objectif principal vise à prévenir la pauvreté, à travers une politique de lutte contre les inégalités à la racine, dès la petite enfance, et la sortie de la pauvreté, par l'accompagnement au retour au travail pour tous.

Pour répondre à tous ces enjeux, le Département a souhaité mobiliser les acteurs de terrain autour d'opérations concrètes dont les modalités de mise en œuvre sont décrites au travers de conventions d'engagements.

Ces conventions permettent d'établir les relations sur la base d'une démarche volontariste et conjointe de transparence et d'engagements réciproques tant dans les actions entreprises, l'attribution et la gestion de moyens budgétaires et humains, que dans l'évaluation des résultats attendus en fonction des objectifs préalablement définis en commun.

Article 1 : Objet de la Convention

La présente convention a pour objet de définir les modalités de partenariat entre le Département du Pas-de-Calais et Pas-de-Calais Habitat, concourant à la mise en œuvre de l'opération citée ci-dessous, dont les dispositions de mise en œuvre (durée, montant, déroulement, objectifs, bilan) sont précisées en annexe :

- Des solutions logement pour les jeunes primo-locataires.

Durant la période d'exécution de la convention, l'organisme s'engage à réaliser la/les opération(s). Il bénéficie pour cela, d'une participation financière du Département du Pas-de-Calais.

Article 2 : Présentation de l'organisme

Pas-de-Calais habitat est un office public de l'habitat, faisant partie du mouvement HLM, qui construit, rénove, gère des logements sociaux et réalise des opérations d'aménagement dans le Département depuis plus de 90 ans. L'office développe également des projets pour lutter contre la précarité ; Pas-de-Calais habitat est partenaire du FSL, participe au relogement des ménages les plus en difficulté et privilégie la prévention pour éviter les expulsions au motif économique.

Article 3 : Période d'application de la convention

La présente convention s'applique sur la période du 01/01/2025 au 31/12/2025 inclus. La conclusion d'une nouvelle convention pourra être négociée à l'issue de la procédure d'évaluation. En aucun cas cette convention ne peut se poursuivre pour une nouvelle période par tacite reconduction.

Article 4 : Coût de l'opération

Pour la durée de la convention le coût total de l'opération est estimé à un montant maximum de 30000 €.

En outre, la contribution financière annuelle du Département définie selon les principes mentionnés ci-dessus ne sera applicable que sous réserve des conditions suivantes :

- Le respect par la structure des clauses de la présente convention,
- La vérification par les services du Département que le montant de la contribution financière annuelle n'excède pas le coût de l'action,
- La transmission, dans les délais précisés en annexe, des documents de bilan.

Article 5 : Modalités de versement de la participation financière

La participation financière, sous réserve du vote du budget du Département, est versée selon les modalités reprises en annexe de la convention.

La participation financière sera créditée au compte de la structure selon les procédures comptables en vigueur.

Le versement du solde ou l'émission du titre de recettes sera calculé au prorata de la réalisation des objectifs fixés en annexe. Toutefois, le montant maximal de la participation financière ne pourra être supérieur au total prévu à l'article 4 ou le cas échéant lors de la mise en œuvre d'un

avenant émanant des modalités prévues à l'article 9. Le versement de ce solde pour la régularisation libérera le Département de toutes obligations financières envers l'organisme.

Le Département effectuera le paiement par virement effectué par Monsieur le Payeur Départemental (comptable assignataire de la dépense) au compte :



L'organisme est ici averti que le versement des acomptes et celui du solde ne peuvent intervenir qu'après la production d'un relevé d'identité bancaire (RIB), postal (RIP) ou de Caisse d'Epargne (RICE).

Article 6 : Suivi de l'opération et bilans

6-1 : Suivi de l'opération

La structure s'engage à mettre en œuvre les différents outils mis à sa disposition par les services du Département, afin d'assurer une pilotage du dispositif, et d'organiser des comités de pilotage en lien avec les services départementaux présents au sein des Maisons du Département Solidarité (MDS), sur chaque territoire concerné.

Les comités de pilotage permettront d'établir un bilan qualitatif et quantitatif pour chaque période et de suivre la progression de l'opération, notamment l'accès au logement des bénéficiaires.

Ces comités de pilotage pourront être complétés par des rencontres avec l'opérateur et les services compétents du Département, afin de suivre et d'apprécier le déroulement de l'opération.

6-2 : Bilan

A l'issue de l'opération, l'organisme porteur du projet devra transmettre un bilan aux services du Département, défini en annexe de la convention.

Parallèlement, la structure devra, dans les 3 mois suivant la fin de l'exercice, transmettre les documents suivants :

- Le rapport d'activité complet,
- Les comptes annuels du comptable ou de l'expert-comptable comprenant : le bilan détaillé, le compte de résultat détaillé, l'annexe des comptes, les soldes intermédiaires de Gestion détaillés.
- Le rapport complet du Commissaire aux Comptes faisant apparaître : le rapport général (certification + comptes annuels validés), le rapport spécial (les contrats réglementées),
- Le tableau relatif aux missions exercées par les salariés,
- La balance Générale sous format Excel.

L'ensemble de ces éléments devra être adressé par mail à thomas.marianne@pasdecals.fr. A défaut, le Département pourra suspendre les contributions financières.

Article 7 : Modalités de contrôle

Le contrôle de la mise en œuvre de la présente convention est exercé par les services départementaux.

Ce contrôle peut s'effectuer sur pièces et/ou sur place. L'organisme doit tenir à la disposition des services du Département tout élément nécessaire à l'évaluation relative à la réalisation des actions.

Ce contrôle n'est pas exclusif de celui qui peut être opéré par les Services de l'État, de la Chambre Régionale des Comptes ou des missions de contrôle de l'Inspection Générale des Affaires Sociales.

La structure s'engage à faciliter l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle, afin de s'assurer de la bonne exécution de l'opération et des dispositions de la convention.

L'organisme présentera dans les meilleurs délais, aux agents chargés du contrôle, tous documents et pièces établissant la réalité et la régularité de l'opération (*ex : justificatifs de salaires, des frais de déplacement,*).

L'ensemble des documents devra être conservé jusqu'au 31 décembre 2035.

Article 8 : Obligations de l'organisme

8-1 : Obligations générales

L'organisme s'engage à :

- 1- Mettre en œuvre le projet tel que défini dans la présente convention ;
- 2- Mettre à disposition les moyens humains et matériels nécessaires à la mise en œuvre de l'opération, conformément aux éléments inscrits au dossier de demande de participation financière.
- 3- Adapter tant dans leur mise en œuvre que dans leur contenu, les actions, au public auquel elles sont destinées, prenant notamment en compte les capacités spécifiques des personnes ;
- 4- Informer le Département de toute modification qui pourrait avoir un impact dans la mise en œuvre de la mission et le suivi administratif ;
- 5- Donner suite à toute demande des services du Département aux fins d'obtenir les pièces ou informations relatives à l'opération, nécessaires à son instruction, au calcul du montant de l'aide à verser, à son suivi et son évaluation ;
- 6- L'organisme s'engage à poursuivre l'action quelles que soit les circonstances :
 - En cas d'indisponibilité du personnel affecté à l'opération, cette dernière doit être poursuivie dans les mêmes conditions que celles prévues initialement.
 - En cas d'impossibilité et selon l'organisation de la structure, de recevoir dans les lieux de permanence ou de se rendre à domicile, l'opération doit se poursuivre par tout autre moyen afin de respecter les engagements pris dans la présente convention et envers le bénéficiaire.
 - En outre, en cas de contexte ou situation exceptionnels, le Département peut être amené à mettre en place une procédure transitoire visant la poursuite de l'opération, procédure que l'organisme mettra scrupuleusement en œuvre.
 - En cas d'impossibilité de poursuivre l'opération ou si l'organisme ne souhaite plus la poursuivre, il doit en informer le Service des Politiques Sociales du Logement et de l'Habitat par lettre recommandée avec avis de réception 2 mois avant de cesser son action. Dans ce cas, la convention sera résiliée à l'issue de ce délai dans les conditions prévues à l'article 10 de la présente convention.

8-2 : Obligations liées au secret professionnel

L'ensemble des informations nominatives ne pourra être utilisé que dans le cadre de la mise en œuvre de l'opération. Toute personne exerçant dans ce cadre s'engage à respecter et à faire respecter les règles régissant le secret professionnel.

Le secret couvre l'ensemble des informations concernant la personne venue à la connaissance du personnel accompagnant c'est-à-dire tout ce qui lui a été confié, mais aussi tout ce qu'il a vu, lu, entendu, constaté ou compris.

Le Département et l'organisme s'engagent à préserver la confidentialité de tout document, information ou autre matériel en relation directe avec l'objet de la convention dûment qualifié de confidentiel et dont la divulgation pourrait causer préjudice à l'autre partie.

Toutefois, cette obligation ne saurait faire obstacle ni aux obligations d'information à des buts statistiques, ni à l'exercice du pouvoir de contrôle du Président du Conseil départemental et des services de l'Etat.

8-3 : Obligations liées à la propriété et utilisation des résultats

Les droits de propriété industrielle et intellectuelle des résultats de la mission, des rapports et autres documents concernant celle-ci, sont dévolus à l'organisme. Toute utilisation à des fins commerciales ou non, des travaux, études, résultats, sous quelque support que ce soit, doit recevoir l'accord express préalable du Département.

La structure octroie au Département le droit d'utiliser librement les résultats de la mission, sauf les obligations de confidentialité et dans le respect des droits de propriété industrielle préexistants.

8-4 : Obligations et contreparties en matière de communication/charte graphique

La structure s'engage à respecter la charte à l'intention des partenaires bénéficiant d'une aide ou d'un soutien du Conseil Départemental du Pas-de Calais, intitulée « obligation et contrepartie en matière de communication », consultable sur le site du Département à l'adresse suivante : <https://www.pasdecalais.fr/contreparties-communication> ainsi que la charte dédiée.

Dans cette charte à l'intention des partenaires, la structure s'engage notamment à :

- Promouvoir l'image du Conseil départemental, en rappelant le soutien du Département et en faisant apparaître son logo sur les différents supports de communication utilisés (plaques inaugurale, affiches, insertion publicitaires, supports dématérialisés (web, réseaux sociaux), dossards et sur tous les supports de promotion utilisés lors de la manifestations, communiqués et dossiers de presse).
- Associer le Département aux différents points presse et présentations officielles qui seraient organisées sans le cadre du contrat de partenariat. Le choix des dates

retenues devra s'effectuer impérativement dans les conditions arrêtés d'un commun accord entre la structure et le Département.

- Permettre au Département d'installer des supports de communication sur l'ensemble des sites où se déroulent les manifestations et autres opérations de promotions (flammes, calicots, looks and roll, popup...). Ainsi, la visibilité de l'institution devra être clairement identifiée durant l'évènement.

Article 9 : Avenant

La présente convention pourra être modifiée par voie d'avenant.

Article 10 : Résiliation et renonciation

La convention pourra être résiliée unilatéralement par le Département notamment dans le cas où la mission confiée n'est pas exécutée dans des conditions prévues à la présente convention, l'utilisation des fonds n'est pas conforme à l'objet de la présente convention ou de refus par l'organisme de se soumettre aux contrôles. Les dirigeants de l'organisme sont entendus préalablement. La résiliation prend effet un mois franc après la réception de sa notification par lettre recommandée avec avis de réception.

En cas de déclaration inexacte, la présente convention pourra être résiliée sans préavis.

Le remboursement partiel voire total des sommes versées sera notamment exigé si le bilan final n'est pas produit dans les délais impartis, ou s'il s'avère après un contrôle que les pièces justificatives produites par l'organisme sont non fondées.

L'organisme qui souhaite abandonner son projet, peut également demander la résiliation de la convention. La résiliation prend effet un mois franc après la réception de sa notification par lettre recommandée avec avis de réception. Il s'engage à transmettre le bilan de l'opération et à procéder au reversement des sommes indûment perçues dans les plus brefs délais.

L'organisme renonce pour lui-même et pour ses membres, ses ayants droit et ayants cause, à toute réclamation financière ultérieure envers le Département pour toute opération entrant dans le champ d'application de la présente convention.

Article 11 : Recours

En cas de litige, les parties s'engagent à rechercher une solution amiable. À défaut, les litiges qui pourraient résulter de l'application des présentes seront portés devant le tribunal administratif de Lille.

Article 12 : Annexes

Les annexes jointes à la présente convention sont :

ANNEXE 1 : Obligations liées à la protection des données à caractère personnel.

ANNEXE 2 : Fiche action « Des solutions logement pour les jeunes primo-locataires ».

Fait en deux exemplaires originaux

Ce document comprend 10 pages.

A Arras, le

**Pour le Département,
Et par délégation
La Directrice des Politiques
D'Inclusion Durable,**

Sabine DESPIERRE.

**Pour Pas-de-Calais Habitat
Le directeur général,**

**Bruno Fontalirand
(Signature et cachet)**

1- Description du traitement faisant l'objet de la prestation

L'organisme est autorisé à traiter pour le compte du département les données à caractère personnel nécessaires pour fournir le service suivant : des solutions logement pour les jeunes primo-locataires de moins de 30 ans.

La finalité du traitement est : l'accès au logement autonome.

Les catégories de personnes concernées sont : les jeunes primo-locataires de moins de 30 ans.

2- Obligations de l'organisme vis-à-vis du département

L'organisme s'engage à :

- a) traiter les données **uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s)** qui fait/ont l'objet de la prestation et notamment à ne pas les commercialiser ;
- b) traiter les données **conformément aux instructions documentées** du département figurant en annexe de la présente convention (*le cas échéant*). Si le l'organisme considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en **informe immédiatement** le département. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer le département de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public ;
- c) **garantir la confidentialité** des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat ;
- d) veiller à ce que les **personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel** en vertu du présent contrat :
- e) s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
- f) reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
- g) prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de **protection des données dès la conception** et de **protection des données par défaut**.
- h) **Sous-traitance :**

L'organisme peut faire appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit le département de tout changement envisagé

concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance. Le département dispose d'un délai minimum de [...] à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si le pouvoir adjudicateur n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions du département. Il appartient à l'organisme de s'assurer que le sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le sous-traitant ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, l'organisme demeure pleinement responsable devant le département de l'exécution par le sous-traitant de ses obligations.

i) Droit d'information des personnes concernées

Il appartient au département de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

j) Exercice des droits des personnes

L'organisme assistera le département à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès de l'organisme des demandes d'exercice de leurs droits, l'organisme doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à Delegue.Protection.Donnees@pasdecalais.fr.

k) Notification des violations de données à caractère personnel

L'organisme notifie au département toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 24 heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant Delegue.Protection.Donnees@pasdecalais.fr . Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au département, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

l) **Aide de l'organisme dans le cadre du respect par le département de ses obligations**

L'organisme aide le département pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données. L'organisme aide le département pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

m) **Mesures de sécurité**

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité techniques et organisationnelles adaptées afin de garantir la confidentialité et l'intégrité des données, notamment par :

- Le chiffrement des données à caractère personnel lors des échanges (ex : utilisation d'une plateforme sécurisée, utilisation de 7-zip avec mot de passe) ;
- La restriction d'accès aux données traitées aux seules personnes habilitées ;
- La sauvegarde régulière des données à caractère personnel traitées et leur restauration dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- La sensibilisation des intervenants aux risques liés à la protection des données et la sécurité des traitements de données à caractère personnel ;
- Le respect de la charte de bon usage des moyens informatiques par les intervenants amenés à accéder aux systèmes d'information du Département (extranet, etc.) ;
- La mise en œuvre des recommandations de la CNIL issues du Guide de la sécurité des données personnelles ;
- Le contrôle régulier de l'efficacité des mesures de sécurité en place et du niveau de sécurité des traitements.

n) **Sort des données**

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, l'organisme s'engage à :

- détruire toutes les données à caractère personnel

Une fois détruites, l'organisme doit justifier par écrit de la destruction.

o) **Délégué à la protection des données**

L'organisme communique au département le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

p) **Registre des catégories d'activités de traitement**

L'organisme déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du département comprenant :

- le nom et les coordonnées du département pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- les catégories de traitements effectués pour le compte du département;
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
- dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
 - la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
 - des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
 - des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
 - une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.
 - ...

q) **Documentation**

L'organisme met à la disposition du département la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le département ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

3- Obligations du département vis-à-vis de l'organisme

Le département s'engage à :

- a) permettre à l'organisme de réaliser les opérations visées au 2 du présent article ;
- b) documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par l'organisme;
- c) veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part de l'organisme;
- d) superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès de l'organisme.

« Des solutions logement pour les jeunes primo-locataires de moins de 30 ans »

Annexe N° 2 – Pas-de-Calais Habitat

Durée	Du 01/01/2025 au 31/12/2025
Coût	30 000 €
Public-Cible	Les jeunes de moins de 30 ans primo-locataires.
Objectifs	<p>Reloger 30 jeunes au sein du parc de logements sur l'ensemble de territoire du département hors Calais.</p> <p>Proposer des solutions instantanées et faciles (adresse de contact, communication dédiée), un accompagnement par nos collaboratrices locales (pour aider aux démarches administratives, maîtrise des énergies, gestion locative...). Répondre aux demandes de nos partenaires, dont les MDS. Permettre aux jeunes relogés de s'approprier un logement et lutter contre leur précarité en proposant un logement adapté à leurs revenus (30% rf). Favoriser le parcours résidentiel et professionnel.</p>
Déroulement de l'action (procédure)	<p>Un mode opératoire est déjà établi et une organisation interne prouvée :</p> <p>Réactivité dans l'octroi des logements :</p> <p>Un espace dédié aux jeunes sur notre espace locataire (site internet, réseau social) et une adresse mail en rapprochement direct avec notre service.</p> <p>Des typologies adaptées :</p> <p>Les logements ciblés sont de T1, T2, T3 voir T4 de petite surface afin de répondre à une éventuelle demande de colocation. La situation de ces logements, essentiellement localisés dans les hyper-centres, proche des commodités, des transports en communs, attractif ou actif vis-à-vis de l'emploi.</p> <p>Un loyer progressif proposé :</p> <p>C'est une solution de paiement flexible sur une durée de 3 mois qui permet une entrée dans le logement plus facile. Ce bail permet de mieux répartir les ressources financières et d'investir dans d'autres domaines (ouverture de compteurs, ameublement, achat d'électroménager, box internet, mobilité...). Il apporte une stabilité financière. Le locataire souscrit lui-même aux fournitures d'énergie.</p> <p>Des actions en lien avec le Département, les CLLAJ permettront au locataire de s'informer, d'être sensibiliser aux économies d'énergie. Le jeune est suivi par le conseiller social de son secteur 1 mois après son entrée dans le logement, ce qui permet de mettre en place une relation de confiance entre le jeune ménage et son bailleur, puis une fois 3 mois après l'emménagement et une fois par an ensuite lors de la régularisation des charges.</p>
Territoire d'intervention	L'ensemble du territoire du Pas-de-Calais hors Calais.
Profil du professionnel	<p>1 Conseillère sociale</p> <p>1 Responsable innovation sociale</p>

intervenant sur la mission	1 Responsable Mission Ingenierie
Modalités de financement	Coût total de l'opération : 71 000€ - participation financière : 30 000€
Modalités de versement	<ul style="list-style-type: none"> • Versement de la participation de 30 000 euros, à la signature de la convention. <p>La participation financière est imputée sur le chapitre « C02-428B02 » du budget du Département du Pas-de-Calais.</p>
Bilan	<p>Un bilan annuel du dispositif sera adressé au Département dans les 3 mois après la fin du conventionnement. Ce bilan reprendra, sur l'année écoulée, le cumul des données reprises dans les indicateurs ci-dessous et tout autre élément qualitatif permettant d'alimenter la stratégie départementale.</p> <p>Les indicateurs d'évaluation du dispositif sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - nombre de jeunes entrés en logement via le dispositif par territoire et par commune ; - nombre de jeunes ayant quitté le logement, au total et par motifs (= à la demande du ménage/expulsion locative/autre)